



# La soupe au caillou AUTOUR DES RÉGIONS!



23 novembre 2009

Par l'équipe du Collectif

Numéro 315



Photo : Étienne Grandmont

## Un dépôt au soleil

Même le soleil s'est mis de la partie pour manifester avec énergie devant l'Assemblée nationale, ce 18 novembre 2009. Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) a déposé la pétition, signée par 9465 personnes et appuyée par 312 organisations, dont le Collectif, réclamant la fin des catégories à l'aide sociale. Dehors, une bonne centaine de personnes composaient une foule joyeuse et énergique. Les slogans, les discours et les témoignages se sont succédé, soutenus par de la musique, illustrés par des pancartes.

## Un point de presse

Un point de presse a ensuite eu lieu dans le hall de l'Assemblée nationale, où ont pris la parole deux personnes en situation de pauvreté, l'une jugée « apte » et l'autre « inapte », une représentante du Front commun, le porte-parole du Collectif et un médecin aux prises avec la tâche d'« évaluer » l'aptitude au travail des personnes. Le député Amir Khadir a lui-même présenté une motion en chambre pour l'abolition des catégories. On peut visionner le point de presse à la date du 18 novembre au <http://tinyurl.com/ppv8nx>.

## Chaudière-Appalaches

# « Ce qui se dit à l'extérieur.. »

La consultation de la région Chaudière-Appalaches a eu lieu lundi passé, à Scott. Environ 50 personnes ont pris part à cette rencontre présidée par le ministre Hamad; une trentaine en tant que participantEs, et une vingtaine en tant qu'observateurEs. Dans la rue, c'est environ 75 personnes qui ont participé activement à une manifestation qui faisait également office de consultation parallèle.

## Dans un endroit reculé

Le ministre avait choisi un restaurant éloigné pour tenir sa consultation. Inaccessible en transport en commun, l'endroit ne facilitait pas le travail de mobilisation. Malgré cela, les gens ont été nombreux à répondre positivement à l'invitation de la coalition des groupes régionaux de lutte contre la pauvreté : des groupes de base bien sûr, mais aussi

beaucoup de citoyenNEs, dont plusieurs vivant en situation de pauvreté.

Ainsi, pendant près de deux heures, slogans et chansons aux paroles revendicatrices se sont enchaînés dans une ambiance empreinte de solidarité. Histoire de rendre plus sensible leur présence au ministre, les participantEs ont tenu non pas une minute de silence, mais une minute de bruit! Par ailleurs, plusieurs automobilistes qui passaient par là ont klaxonné en signe de solidarité, tandis que d'autres s'arrêtaient, pour demander ce qui se passait.

## La priorité : améliorer les conditions de vie

Les manifestantEs ont été invitéEs à écrire sur des feuillets leurs propositions pour le prochain plan d'action gouvernemental. Ces  
(suite en page 2)



(suite de la page 1)



feuilles ont par la suite été rassemblés sur un grand panneau, qu'on espérait pouvoir remettre en main propre au ministre. Cela n'a toutefois pas été possible, les agents de sécurité ayant refusé de laisser entrer les deux porte-parole chargés de la faire. Après quelques minutes de négociations, les agents se sont engagés à remettre eux-mêmes les propositions citoyennes au ministre.

Chez les manifestantEs, il est clair que la priorité est accordée aux mesures qui améliorent concrètement les revenus et les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté. C'est donc dire que les revendications portées par la campagne MISSION COLLECTIVE ont encore tenu le haut du pavé, de même que certaines mesures urgentes, comme la fin du détournement des pensions alimentaires.

### Une consultation sans accroc

À l'intérieur, la consultation semble s'être déroulée rondement, sans accroc. Pour intervenir, les gens devaient demander un droit de parole, en levant la main. Les participantEs qui, en fin de rencontre, jugeaient ne pas avoir eu la chance de s'exprimer pleinement, ou encore qui désiraient ajouter un commentaire ont été invitéEs à prendre la parole. Les

critiques des groupes de lutte à la pauvreté portent donc leurs fruits. Le gouvernement les prend en compte. Reste à voir maintenant si celui-ci tiendra également compte de leurs revendications dans son prochain plan d'action!

Pour une rare fois depuis le début des « Rendez-vous de la solidarité », des personnes en situation de pauvreté ont pu y prendre la parole. Ce faisant, elles ont démontré qu'une véritable consultation sur les moyens à mettre en œuvre afin de lutter efficacement contre la pauvreté ne saurait faire l'économie de leur expertise, fondée sur une connaissance directe de cette réalité. Elles ont encore une fois prouvé que si le gouvernement avait fait de vrais efforts en ce sens, une grande participation des personnes en situation de pauvreté aurait été possible.

### Les mesures mises de l'avant

Plusieurs interventions ont souligné l'importance de développer des stratégies d'accueil et d'intégration en emploi et d'allonger la durée des mesures existantes. Tout le monde s'est entendu sur la nécessité de lutter activement contre les préjugés auxquels doivent faire face les personnes en situation de pauvreté. Ont également été abordées différentes problématiques liées à la sécurité alimentaire et au logement, de même que l'accès aux loisirs. L'accès au transport, un besoin particulièrement criant en Chaudière-Appalaches, est un autre sujet qui est revenu à maintes reprises au cours de la rencontre. Des participantEs ont invité les différents ministères à unir leurs efforts pour développer davantage le transport collectif dans les milieux éloignés des centres de service.

Outre les trois revendications de MISSION COLLECTIVE, portées à nouveau par des groupes, mentionnons la reconnaissance de la contribution des bénévoles, des proches aidantEs et des parents qui demeurent à la maison. L'augmentation du financement de tous les organismes qui luttent contre la pauvreté a également été proposée.

### Une affirmation inattendue du ministre Hamad

Invité par un participant à prendre acte des revendications portées par les gens à l'extérieur, le ministre Sam Hamad a laissé tomber l'affirmation suivante : « Ce qui se dit à l'extérieur est aussi important que ce qui se dit à l'intérieur ». Cette déclaration confirme ce que les membres du Collectif disaient déjà : la participation citoyenne prend différentes formes. Voilà pourquoi ils ont favorisé, en août dernier, l'option de la double participation aux consultations régionales de cet automne. Une participation, dans l'objection et la proposition, qui a lieu à la fois à l'intérieur, pour les groupes qui ont été invités, et à l'extérieur, pour ceux qui sont exclus de la liste officielle ou qui décrivent le processus mis en place par le gouvernement.

Est-il nécessaire de dire que les propos du ministre ne sont pas tombés dans l'oreille de sourdEs? Certes, il est à espérer que le ministre tiendra effectivement compte de tous les communiqués, lettres ouvertes, résultats de consultations parallèles et autres documents que lui auront envoyés les groupes. En tout cas, le Collectif, lui, en tiendra compte lors du dépôt de son bilan citoyen le 11 décembre prochain à Québec. 🌿

### La prochaine consultation

Lundi 30 novembre  
Bas-Saint-Laurent



Surveillez les prochaines parutions de la Soupe au caillou pour un compte-rendu de cette rencontre.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

[www.pauvrete.qc.ca](http://www.pauvrete.qc.ca)